

## Facteurs internes de la politique étrangère américaine

Manuela Semidei

Volume 5, numéro 4, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700492ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700492ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Semidei, M. (1974). Facteurs internes de la politique étrangère américaine. *Études internationales*, 5(4), 657–672. <https://doi.org/10.7202/700492ar>

## FACTEURS INTERNES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE

Manuela SÉMIDÉI \*

### INTRODUCTION

Dans quels domaines l'évolution de la politique étrangère américaine sera-t-elle affectée par des considérations de politique intérieure ? La prospective est toujours risquée, mais peut-être l'étude d'un passé récent et celle de l'actualité peuvent-elles nous fournir quelques éléments de réponse.

Durant les cinquante dernières années et surtout récemment, le rôle des facteurs internes dans la politique extérieure des États a été étudié systématiquement aux États-Unis. Citons pour mémoire les travaux d'Allison, Halperin et Barnet sur le modèle bureaucratique, ceux de Rosenau, Hanrieder sur les problèmes de *linkage*<sup>1</sup>. En France, M. J.-B. Duroselle<sup>2</sup> est en train d'élaborer un « modèle-type » de décision en politique étrangère. Il serait absurde de détacher une décision de politique étrangère des considérations internes. On peut même dire que celles-ci sont presque toujours prépondérantes. On pourrait parler indéfiniment de l'ignorance et de l'indifférence des citoyens en matière de politique étrangère, sauf lorsque celle-ci a des implications sociales visibles : allongement du service militaire, accroissement des impôts, rationnement, ruine d'entreprises par la concurrence étrangère, menace de guerre, etc. Mais quelle que soit la latitude que cette indifférence laisse au décideur, celui-ci bien souvent raisonne

---

\* *Centre d'études en relations internationales, Fondation nationale des sciences politiques, Paris.*

1. Cf. G. ALLISON, *Essence of Decision* (sur la crise des Caraïbes), Boston, Atlantic, Little Brown, 1972 ; J. ROSENAU, *Linkage Politics and Domestic Sources of Foreign Policy*. Voir aussi les travaux de HALPERIN, NEUSTADT, HANRIEDER, HOFFMANN, KISSINGER, BARNET, *Roots of War*, etc.
2. Jean-Baptiste DUROSELLE, « La décision de politique étrangère », esquisse d'un modèle-type, pp. 5-26, dans *Relations internationales*, n° 1, mai 1974, « Milieux d'affaires et politique étrangère », revue publiée conjointement par M. Duroselle, l'Institut d'histoire des relations internationales contemporaines (Panthéon-Sorbonne, Paris I) et M. Jacques Freymond, directeur de l'Institut universitaire des Hautes Études Internationales (à Genève).

d'abord en termes intérieurs : la « dérivation » consiste à détourner les frustrations sociales vers un « ennemi extérieur <sup>3</sup> ».

Pour Duroselle, ce modèle n'est que « provisoire » et « schématique <sup>4</sup> » et ne tient compte que des contraintes intérieures « conjoncturelles », par opposition aux contraintes « structurelles » du système international qui réagissent sur les premières et que l'on doit donc réintroduire dans le « modèle » (*feedback*). Le processus est bien connu, mais difficile à analyser. Risquons-nous pourtant à fournir quelques exemples américains : institutions – le Président et son entourage immédiat, la bureaucratie, en second lieu, le Congrès, et plus accessoirement le pouvoir judiciaire et la presse, ce « quatrième pouvoir ». Puis, dans une seconde partie, nous étudierons partis et groupes de pression, ou, pour emprunter le langage de Balandier <sup>5</sup>, classes sociales, classes d'âge et classes sexuelles, l'attitude des deux dernières étant brièvement analysée dans cet article avec celle des autres contestataires, celle aussi des syndicats, des milieux d'affaires et des compagnies multinationales. L'Amérique latine, le Viêt-nam et le Moyen-Orient illustreront l'évolution de certains groupes de pression. *Watergate* et la politique étrangère nous ramèneront en guise de conclusion à la question que nous nous posons au départ...

## I – LES INSTITUTIONS : LE PRÉSIDENT ET LA BUREAUCRATIE, LE CONGRÈS ET L'OPINION

### A – Le Président

C'est lui d'abord et avant tout qui décide de l'orientation de la politique intérieure et extérieure des États-Unis. Quelle est sa personnalité : se situe-t-il parmi les présidents « passifs-positifs », ou « actifs-négatifs » comme le président Nixon, conduit par son propre tempérament à se coincer lui-même dans des situations de crise <sup>6</sup> ? Quelle conception se fait-il, en fonction de ce tempérament, de l'intérêt national de son pays et de l'importance respective des facteurs internes et externes dans la politique américaine ? Banalités, certes, mais qu'on ne rappellera jamais assez. Faisons, à ce propos, une brève incursion dans le passé.

Sous l'Administration Truman, la politique étrangère (doctrine Truman, début de la guerre froide) continue en apparence à dominer la vie politique américaine. Contrairement aux thèses défendues à ce propos par l'historien « révi-

3. Art. cit., p. 8.

4. *Ibid.*, p. 26.

5. Dans son dernier livre, *Anthropo-logiques*, Paris, P.U.F., 1974. Pour Balandier, le changement dans les sociétés provient des bouleversements dans l'interaction de ces trois « classes » et pas seulement dans la transformation économique et sociale.

6. Cf. J. D. BARBER, « Analyzing Presidents : From Passive-Positive Taft to Active-Negative Nixon », *Washington Monthly*, octobre 1969, p. 53. Cf., dans le même sens, le remarquable ouvrage de Gary WILLS, *Nixon Agonistes*.

sionniste » Richard Freeland<sup>7</sup>, il ne semble pas que cette politique ait été impopulaire et ait conduit directement au maccarthisme. Le successeur du président Roosevelt parvient en effet à maintenir un certain équilibre entre politique intérieure et politique extérieure. C'est ainsi qu'en 1948, la campagne électorale victorieuse du président Truman se fait sur des thèmes de politique intérieure : le *Fair Deal* succède au *New Deal* et le complète. L'équilibre ne sera rompu qu'à partir de la guerre de Corée.

Sous l'Administration Eisenhower, le secrétaire d'État, Dulles, dont la « pactomanie » est bien connue, met l'accent à nouveau sur la politique étrangère : lutte contre le communisme, multiplication des réseaux d'alliance entre les États-Unis et les pays du Tiers-Monde. Mais ce faisant, il reflète les passions profondes d'une opinion publique aux préjugés de laquelle il doit, dans une assez large mesure, s'adapter<sup>8</sup>.

Surtout, le président Eisenhower contrôle malgré tout son secrétaire d'État et son point de vue est souvent plus politique que militaire : « la décision la plus importante de l'Administration Eisenhower, l'adoption d'une politique de défense essentiellement nucléaire, aurait ainsi été prise par des administrateurs et des bureaucrates influencés surtout par des considérations fiscales<sup>9</sup>. Ni le Président ni son secrétaire d'État ne s'inquiètent outre-mesure du lancement du Spoutnik.

Ce sera l'opinion publique – elle influence indirectement le Président par le système de valeurs qu'elle représente, tout en étant savamment manipulée par lui<sup>10</sup> – qui va s'inquiéter du *missile gap* et de la soi-disant avance prise par l'Union soviétique dans le domaine de la défense ; et ce sera sur ces thèmes que va faire campagne John Kennedy. Comme son adversaire malheureux, Richard Nixon, il accorde avant tout son attention aux problèmes de politique extérieure. J.F.K. va commencer son mandat en « croisé de la guerre froide », malgré certaines réticences, approuver l'expédition de la Baie des Cochons et, dans la semaine qui suit l'échec de l'aventure, envoyer les premiers conseillers militaires américains au Viêt-nam<sup>11</sup>. Il faudra la crise des missiles ou des Caraïbes en

7. Richard FREELAND, *The Truman Doctrine and the Origins of McCarthyism*, Foreign Policy, Domestic Politics and Internal Security 1946-1948, New York, Knopf, 1972, 419p.

8. Cf., en ce sens, Michael GUHIN, *John Foster Dulles, A Statesman and his Times*, New York, Columbia University Press, 1972, 404p.

9. Cf. P. BIRNBAUM, *La structure du pouvoir aux États-Unis*, Paris, P.U.F., p. 148. Cf. Walter MILLIS, *Arms and the State*, pp. 397-398.

10. Manipulée n'a pas d'ailleurs toujours été une connotation péjorative. Comme le rappelait R. Neustadt, le véritable pouvoir du Président est de faire appel à l'opinion pour qu'elle soutienne ses décisions, quitte à prendre momentanément position contre ses préjugés : garder constamment l'œil sur les sondages d'opinion n'a guère réussi à Lyndon B. Johnson dans le cas du Viêt-nam. Elle influence, d'autre part, le Président qui partage généralement son système de valeurs ; le libéralisme dans le cas des États-Unis et du président Nixon. Cf. WILLS, *op. cit.*, *passim*.

11. Voir à ce sujet les documents du Pentagone.

octobre 1962 qui mettra apparemment le monde au bord de la guerre nucléaire pour que les deux Grands s'orientent peu à peu vers une politique de détente – signature à Moscou en août 1963 du traité sur l'arrêt des expériences nucléaires dans l'atmosphère – qui devait également en principe leur permettre d'accorder une attention plus grande à leurs problèmes intérieurs. Sur ce dernier plan, la présidence de John Kennedy est carrément un échec. Malgré son charme et son prestige dans l'opinion, il échoue totalement dans ses relations avec le Congrès où une coalition de Démocrates du Sud et de Républicains conservateurs stoppe les modestes projets sur les droits civiques ébauchés en faveur des Noirs.

Avec le président Lyndon B. Johnson, le cas va être exactement inverse. L.B. J. connaît à fond le Congrès où il a fait toute sa carrière et sait manipuler les sénateurs. Ce Texan, formé sous le *New Deal*, obtiendra d'eux, après l'assassinat de J.F.K., le passage de lois limitées mais représentant un réel progrès en faveur des Noirs (droits civiques), de la sécurité sociale et de l'aide médicale aux personnes âgées et indigentes (*Medicare, Medicaid*). Mais les projets sociaux de L.B.J., qui devaient permettre à tous les Américains de manger à leur faim et de se situer au delà du « seuil de la pauvreté » ne voient pas le jour en raison de la guerre du Viêt-nam, devenue la « guerre de Johnson » après avoir été celle de Robert S. McNamara. De 1965 à 1970, le budget de la Défense passe de 46 milliards à 77 milliards de dollars : la guerre a la priorité sur toutes les dépenses de la « Grande Société <sup>12</sup> ». Même l'Amérique, contrairement à ce que pensait L.B.J., doit choisir entre le beurre et les canons.

Autre facteur qui va puissamment contribuer à la croissance de courants hostiles à la guerre et amener finalement le président Johnson à arrêter les bombardements sur le Nord-Viêt-nam et à décider de ne pas se représenter aux élections présidentielles de 1968 : la conscription – le *draft* – des jeunes de 18 à 27 ans <sup>13</sup>, qui suscite dans la jeunesse américaine de vigoureuses manifestations, parfois des heurts violents avec la police contribuent peut-être ainsi indirectement à l'élection du président Nixon.

Malgré l'influence des facteurs de politique intérieure sur l'évolution de la politique étrangère américaine, notons néanmoins le rôle important joué par la politique extérieure dans les campagnes présidentielles de 1952, 1956, 1960, 1964 et 1968. Tout au long de la campagne de 1968, puis après son entrée en fonctions en janvier 1969, le président Nixon réussit à « vietnamiser la guerre », conformément à la « doctrine de Guam » et à retirer en presque totalité les troupes américaines au Viêt-nam ramenées de plus de 500 000 hommes en 1968 à 50 000 environ lors de la signature des accords de Paris en janvier 1973.

12. Cf. *The Public Interest*, n° 34, hiver 1973–1974, p. 10.

13. S'il faut en croire cependant une étude récente, les protestations contre la guerre du Viêt-nam ont été, à cause du *draft*, plus « vocales », plus bruyantes que les protestations contre la guerre de Corée, mais dans les deux cas, l'opinion publique américaine a, dans l'ensemble, soutenu la politique du Président. Cf. John MUELLER, *War, Presidents and Public Opinion*.

Il y réussit grâce à une habile diplomatie triangulaire à laquelle le schisme sino-soviétique n'a pas peu contribué, mais aussi grâce à une politique d'une extrême brutalité – bombardement de Hanoï, minage du port de Haïphong en mai 1972, alors même que le Président américain se rend en visite officielle à Moscou. Le gouvernement soviétique souhaite, semble-t-il, avant tout parvenir à un accord sur le « contrôle » des armes nucléaires (stratégiques) avec l'autre supergrand.

Sur ce point, l'opinion américaine a pour le Président, détenteur de la puissance nucléaire américaine, le même respect que le gouvernement de M. Brejnev et a tendance, notamment pour cette raison, à le « sacraliser ». D'autres facteurs de politique extérieure entrent également en ligne de compte, au premier rang desquels le *war making power* du Président, celui d'envoyer des forces armées américaines à l'étranger pour une guerre non déclarée pendant une durée aujourd'hui limitée, mais qui continue à conférer à l'occupant de la Maison Blanche un pouvoir considérable auquel il n'a pas officiellement renoncé, pas plus qu'au « privilège de l'exécutif <sup>14</sup> » exercé au nom de la « sécurité nationale ».

L'érosion du pouvoir joue malgré tout et rend aux facteurs internes de la politique américaine toute leur importance. C'est ainsi que l'appréciation portée par l'opinion publique aux États-Unis sur toute l'affaire du Watergate s'est certainement ressentie de l'abus par le président Nixon du concept de « sécurité nationale », comme jadis celui d'« engagement » par le président Johnson <sup>15</sup>. Elle s'est également ressentie de la situation économique : chômage et inflation <sup>16</sup>.

Enfin et surtout, un autre facteur de politique intérieure joue constamment qui affecte directement la politique extérieure des États-Unis, bien qu'à un degré moindre qu'on a parfois tendance à le dire : le contrôle par le Président de sa propre bureaucratie de politique étrangère. S'il faut en croire plusieurs spécialistes chevronnés tels Richard Neustadt ou Ernest May <sup>17</sup>, le Président est souvent complètement désarmé vis-à-vis de ses propres services qui le placent devant le fait accompli et dont il ne parvient pas à se faire obéir. C'est ainsi que pendant la crise des missiles, « triomphe » du président Kennedy, J.F.K. s'apercevra que les fusées américaines d'Italie et de Turquie n'avaient pas été enlevées, contrairement aux ordres qu'il avait donnés et que pendant la crise même, la ligne de blocus établie par la marine autour de Cuba était beaucoup plus éloignée de la grande île des Caraïbes que lui-même et M. McNamara ne l'avaient prescrit. Un autre exemple pourrait être trouvé dans le cas du Viêt-nam : alors qu'à l'au-

14. Possibilité pour le Président de conserver par devers lui certaines informations, privilège que M. Kleindienst, ministre de la Justice, voulait au printemps 1973 étendre à 2 millions de fonctionnaires fédéraux.

15. Cf., en ce sens, Leslie H. CELB et Anthony LAKE, « Watergate and Foreign Policy », *Foreign Policy*, n° 12, automne 1973, pp. 182, 184-185.

16. Si la situation économique avait été meilleure, le jugement porté par l'opinion publique sur le comportement de M. Nixon dans l'affaire du Watergate aurait certainement été moins sévère.

17. Cf. Ernest MAY, « *Lessons of the Past* ». *The Use and Misuse of History in American Foreign Policy*, New York, Oxford University Press, 1973, 220p.

tomne 1963, Kennedy ordonne le rapatriement accéléré de mille soldats américains, le général Harkins, commandant en chef des forces américaines au Viêt-nam, prend l'initiative d'opérations clandestines de commando contre le Nord-Viêt-nam.

C'est surtout dans cette perspective qu'il convient d'analyser le problème de la bureaucratie de politique étrangère aux États-Unis. Si des conflits internes se produisent entre tel ou tel élément de cette bureaucratie, département d'État, Pentagone<sup>18</sup> ou *C.I.A.*, ces conflits ne durent pas au point de paralyser l'Exécutif, lequel, si le Président est déterminé, garde certains moyens de se faire entendre. D'autre part, ces conflits internes masquent parfois une habile « division du travail » entre les différentes agences gouvernementales dont la politique américaine est somme toute bénéficiaire<sup>19</sup>.

Des observations qui précèdent on peut néanmoins conclure que les différents facteurs de politique intérieure jouent dans l'ensemble en faveur d'un certain rééquilibrage entre les pouvoirs. Ce nouvel équilibre peut jouer au départ en faveur du *Congrès*.

## B – Le Congrès

Celui-ci a eu pendant longtemps une attitude négligente favorisant les empiètements de l'Exécutif sur ses prérogatives. Sans doute, comme le fait remarquer le professeur Wilcox<sup>20</sup>, faut-il distinguer entre, d'une part, la *conduite* de la politique étrangère et, d'autre part, son *élaboration*. La première relève en fait de l'Exécutif et doit dépendre uniquement de lui ; la seconde (l'élaboration) est une responsabilité que le Congrès, d'après la Constitution, partage avec le Président et qu'il a eu souvent tendance à esquiver. Il est vrai que, concrètement, la distinction entre conduite et élaboration d'une politique étrangère est souvent bien malaisée à établir, surtout lorsqu'un président cherche à sauvegarder, voire à accroître tous ses privilèges en la matière.

Mais si ce dernier perd de son prestige, ce qui est le cas du président Nixon au cours des deux dernières années en raison de l'affaire du Watergate, le Congrès va se réveiller et chercher non seulement à essayer de retrouver un rôle en politique étrangère comme il se contente encore de le faire en 1973, mais à s'intéresser aux problèmes qui se posent concrètement à la politique extérieure des États-Unis et, sinon à leur apporter une solution, du moins à contribuer au compromis qui finit par se dégager sur ces problèmes entre l'Exécutif et le

18. Les précautions prises par M. Schlesinger, secrétaire à la Défense, pour que l'aviation américaine respecte la procédure constitutionnelle engagée contre M. Nixon paraissent relever dans une large mesure de l'auto-intoxication, mais témoignent d'une volonté nouvelle des « civils » d'exercer à nouveau leur contrôle sur les militaires. La Maison Blanche démentira du reste l'existence de ces précautions.

19. Ainsi peut-être du « conflit » entre MM. Kissinger et Schlesinger à propos des négociations *SALT*. Mais cette bureaucratie peut être considérée – ainsi par R. Barnett –, comme néfaste pour le monde et pour les États-Unis eux-mêmes.

20. Francis O. WILCOX, *Congress, the Executive and Foreign Policy*, New York, Harper and Row, 1971, 179p.

Législatif. En second lieu, l'invocation, on l'a vu, abusive par Richard M. Nixon du concept de « sécurité nationale » a eu également pour conséquence de réveiller le Congrès où s'engage, à partir de 1973, une véritable lutte contre le gaspillage auquel se livre le Pentagone. Le représentant Aspin, démocrate du Wisconsin, engage non sans succès le combat. Sur d'autres terrains, le Congrès s'oppose également à l'Exécutif, la Commission des crédits du Sénat votant, par exemple, à l'unanimité l'arrêt des bombardements sur le Cambodge, ou une majorité de la Chambre défiant le Président sur l'Indochine ou la Commission des Affaires étrangères de la même Chambre votant le 15 juin 1973 par 31 voix contre 4 sur le problème du *war making power* un texte de loi plus « dur » que celui adopté par le Sénat<sup>21</sup>.

Reste à savoir si le phénomène est durable ou passager. Les premiers pas de l'Administration Ford tendraient à laisser supposer que le réveil du Congrès pourrait bien n'être que provisoire. Les crédits demandés par la nouvelle Administration pour la Défense comme pour l'Indochine ont été accordés pour l'essentiel sans difficulté. Mais le fait lui-même peut être interprété de diverses manières. D'une part, ces votes reflètent, semble-t-il, la croissance non pas d'un véritable néo-isolationnisme<sup>22</sup>, mais l'affirmation au grand jour d'un nationalisme américain masqué sous un vocabulaire « internationaliste » et contre lequel des hommes politiques européens comme M. Helmut Schmidt ou des journalistes américains avertis tels J. Reston ou Joe Kraft n'hésitent pas à mettre les États-Unis ouvertement en garde. D'autre part, comme sous l'Administration Eisenhower, époque où Lyndon B. Johnson, alors leader de la majorité démocrate au Sénat, s'entretenait régulièrement avec le Président ou John Foster Dulles des problèmes extérieurs de la politique américaine, jusqu'au « pardon » accordé à M. Nixon, l'Administration Ford paraissait décidée à jouer « franc jeu » avec le Congrès et à collaborer avec lui.

Mentionnons brièvement le rôle du pouvoir judiciaire. Dans l'affaire du Watergate, il s'est révélé décisif. Une fois les juges fédéraux et surtout la Cour Suprême intervenant pour obliger le président Nixon à livrer tous les documents en sa possession, ce dernier ne pouvait que s'incliner et se trouvait dès lors acculé à la démission.

Mais toute l'affaire n'avait-elle pas été lancée par la presse ? Sans l'acharnement du *Washington Post*, les scandales du Watergate n'auraient-ils pas été couverts et oubliés ? Certes, l'opinion publique américaine aura-t-elle été longue, elle aussi, à suivre la presse de prestige de la côte Est dans ses accusations contre le président Nixon. C'est peut-être pourtant son réveil qui va décider du sort de ce dernier, son désir enfin réaffirmé d'une politique intérieure davantage conforme à la morale et à l'honnêteté dont se réclamait le candidat Nixon, et d'une politique extérieure moins machiavélique et respectant davantage les fonde-

21. Cf. L. GELB et A. LAKE, *op. cit.*, pp. 186-188.

22. Encore que 21% des Américains se déclarent aujourd'hui isolationnistes contre 9% l'année précédente.

ments éthiques et juridiques qui font partie d'une certaine tradition de politique étrangère aux États-Unis<sup>23</sup>...

## II – PARTIS ET GROUPES DE PRESSION

Partis politiques, « minorités » (Noirs, Indiens ou femmes), syndicats, milieux d'affaires, firmes multinationales, « lobbies » particuliers liés à un problème de politique extérieure, qu'il s'agisse de l'électorat juif, arabe ou grec, interviennent à des degrés divers dans l'élaboration de la politique extérieure américaine.

Commençons par les *partis*, avant tout les deux Grands, républicain et démocrate, les tiers partis ne recueillant généralement qu'un nombre infime de voix, encore que l'*American Independent Party* de M. George Wallace obtienne 13 millions de suffrages en 1968, résultat qui devait assurer l'élection d'extrême justesse de M. Richard Nixon à la Présidence et la mise en œuvre d'une nouvelle politique étrangère. Une fois élu, même conservateur, un président doit élargir sa base, et dans le cas du *Grand Old Party*, pratiquer ce que le président Eisenhower dénommait « *middle of the road republicanism* ». Il va donc décevoir, dans une certaine mesure, l'aile conservatrice de son parti : de même que Nixon avait déçu les Républicains conservateurs par sa politique intérieure<sup>24</sup> et extérieure, le président Ford ne va pas répondre à l'attente de ses anciens partisans et choisit comme vice-président Nelson Rockefeller, libéral modéré, ayant toujours appartenu à l'*Establishment* de politique étrangère. En ce domaine donc, les facteurs internes n'auront, semble-t-il, pas de conséquence sur la politique extérieure des États-Unis, d'autant plus qu'aujourd'hui les Démocrates peuvent, à peu de choses près, se permettre la même politique extérieure que les Républicains, sans avoir à craindre de réaction conservatrice. D'où la possibilité pour Moscou et Pékin de s'entendre aussi bien avec un gouvernement démocrate à Washington, bien que les deux Grands du monde communiste, comme le faisaient remarquer Leslie Gelb et A. Lake<sup>25</sup>, n'en aient pas encore pris conscience.

Le parti démocrate est, quant à lui, divisé : aucun candidat ne fait l'unanimité. Une partie de l'aile gauche avec le sénateur Eugene McCarthy se déclare même prête à créer un tiers parti. Le candidat des centristes (Robert Strauss et l'appareil du parti ?), Ted Kennedy reste handicapé par l'affaire de Chappaquidick où il a, lui aussi, menti à la justice. Aussi un candidat se démène-t-il à droite, le sénateur Jackson qui, pour des raisons de politique intérieure, a pris les positions de politique étrangère que l'on connaît : refus d'accorder à l'Union soviétique le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, tant que les Juifs soviétiques

23. Encore que la situation économique (chômage, inflation) favorise, on l'a vu, l'épanouissement d'un nationalisme américain sans complexe.

24. De 1970 à 1972, les dépenses du gouvernement fédéral pour le logement, l'éducation, la sécurité sociale, passent de 29,7 à 43,3 milliards de dollars ; compte tenu de l'inflation (10% environ) elles ont néanmoins augmenté d'un tiers environ par rapport à celles de l'Administration précédente. Cf. *The Public Interest*, art. cit.

25. Art. cit., p. 184.

n'auront pas reçu en nombre substantiel l'autorisation d'émigrer en Israël, critique des négociations *SALT* et méfiance envers la politique de détente mise en œuvre par M. Kissinger. Il n'est pas dit toutefois qu'il ait de grandes chances de faire valoir à long terme son point de vue sur le plan extérieur, malgré l'action retardatrice qu'il a réussi à mener en ce qui concerne l'octroi à l'Union soviétique de la clause de la nation la plus favorisée, et qu'il ait désormais révisé sa position, acceptant de la nouvelle Administration le *Trade Bill* qu'il refusait à l'Administration Nixon...

Dans quelle mesure l'existence de « *minorités* », Noirs, Indiens, mouvements féministes, jeunes qui ont, dans un passé relativement récent, contesté l'orientation de la politique extérieure américaine, influe-t-elle aujourd'hui sur cette même politique extérieure ? Dans le passé, les Noirs américains se sont montrés dans l'ensemble plus hostiles à la guerre du Viêt-nam et plus « libéraux » en politique étrangère que leurs concitoyens blancs<sup>26</sup>, mais leur attitude n'a modifié en rien la politique suivie par le gouvernement américain. À l'inverse, le président Ford peut aujourd'hui consulter le *Black Caucus* ; le fait ne changera en rien l'orientation de la politique extérieure américaine. Ce qui vaut pour les Noirs vaut *a fortiori* pour les mouvements contestataires indien ou féministe.

Le cas des jeunes est assez différent. Leur contestation ne débouche peut-être aujourd'hui en apparence sur aucune mesure concrète en politique extérieure<sup>27</sup>. Pourtant, s'il faut en croire Samuel Huntington, cette contestation – le « conflit des générations », pour reprendre son vocabulaire – a profondément marqué la vie politique américaine dont elle rend beaucoup mieux compte que l'explication pluraliste (par la diversité des partis et des groupes de pression) ou celle par le conflit droite-gauche...

D'autres groupes de pression ont joué dans le passé et jouent encore à l'heure actuelle un rôle important dans l'élaboration et la conduite de la politique extérieure des États-Unis : les *syndicats* ont exercé et y exercent toujours leur influence. Sous l'Administration Truman, l'*A.F.L.-C.I.O.* joue un rôle important en France, en Allemagne et en Grèce, choisissant comme en France de rompre l'unité syndicale et de créer avec Force Ouvrière un syndicat nouveau anticommuniste qui recevra l'appui financier des syndicats américains et de la *C.I.A.* et défendra le plan Marshall. Irving Brown ira même en 1951 jusqu'à proposer de réintégrer dans les syndicats français les anciens vichystes et d'en exclure les communistes de 1939-40, puis de mettre hors-la-loi la *C.G.T.*, proposition bien évidemment rejetée, les syndicalistes français n'étant pas prêts d'accepter l'extension du maccarthisme à la scène européenne<sup>28</sup>.

26. Cf., à ce sujet, les études d'Alfred O. Hero. Leur hostilité à la guerre du Viêt-nam a pu dans le passé jouer un certain rôle. Voir plus loin le rôle des jeunes.

27. Sous la présidence de L.B.J., et même au début de celle du président Nixon, elle a tout de même contribué à accélérer la politique de dégagement américain au Viêt-nam.

28. Cf. Ronald RADOSH, *American Labor and United States Foreign Policy, the Cold War in the Unions from Gompers to Lovestone*, New York, Random House, Vintage Books, 1969, pp. 318, 322-324.

En Europe comme en Amérique latine, les syndicats américains ont du mal à admettre l'absence d'une communauté d'intérêts entre le patron et l'ouvrier, dont les organismes qu'ils créent, l'ORIT, puis, à partir de 1962, l'*American Institute for Free Labor Development*, postulent l'existence. Leur but reste de prévenir toute révolution sociale dans l'hémisphère occidental. Ils ne s'opposent guère à la dictature de Batista à Cuba, mais par contre prendront dès 1959 parti contre Castro. L'année suivante, ils décrivent Cuba comme un « bastion avancé » de l'Union soviétique dans le nouveau monde ; dès février 1961, ils réclament des sanctions économiques contre le régime cubain. De même au Guatemala, en février 1954, ils prendront parti contre le gouvernement Arbenz qui, dans sa lutte pour réaliser ses projets de réforme agraire aux dépens de la *United Fruit*, s'appuie sur la gauche et notamment sur les communistes. Des membres de l'*A.F.L.-C.I.O.* participeront au coup monté du Honduras sous la conduite du colonel Castillo Armas contre le gouvernement Arbenz<sup>29</sup>. En Guyane britannique, les intrigues de l'*A.F.L.* et de la *C.I.A.* qui trouvent un terrain favorable dans l'opposition entre travailleurs agricoles hindous et noirs urbanisés, parviendront à leur but : renverser le gouvernement marxiste de Cheddi Jagan et le remplacer par celui de M. Forbes Burnham<sup>30</sup>. En République dominicaine, ils ne soutiendront pas le gouvernement démocratique de Juan Bosch élu fin 1962 ni les « constitutionnalistes » en avril 1965. Enfin, au Brésil, en 1964, ils participeront au coup militaire contre le gouvernement Goulart.

Quant au Viêt-nam, en décembre 1965, une résolution de l'*A.F.L.-C.I.O.* approuve « toutes les mesures que l'Administration (Johnson) pourrait estimer nécessaires afin d'arrêter l'agression communiste et obtenir une paix juste et durable ». L'année suivante, elle condamne l'opposition intérieure à la guerre et soutient l'escalade.

Sans doute une minorité du *C.I.O.* et la *United Auto Workers* dirigée par Walter Reuther qui prône un certain rapprochement avec les pays de l'Est manifestent, elles, leur opposition, mais le gouvernement américain tient avant tout à rester en bons termes avec George Meany et, pour ces raisons de politique intérieure, reste lui aussi fidèle au vocabulaire du « libéralisme de la guerre froide » qui est celui de l'*A.F.L.* La grande centrale syndicale, de son côté, adopte cette position pour se faire accepter de ses partenaires du monde des affaires et obtenir ainsi une plus grande part du gâteau américain. Cette situation contente la majorité de l'opinion publique américaine, sauf les pauvres, les marginaux, les Noirs, bref tous ceux que la gauche du parti démocrate espère vainement souder en une nouvelle coalition.

Aujourd'hui, plus que jamais, les syndicats américains apparaissent sous un jour conservateur. Ils continuent sans doute à financer le parti démocrate, mais cela ne veut pas dire pour autant qu'ils se sont ralliés à une politique étrangère véritablement libérale. Ils restent, dans la ligne de leurs positions antérieures,

29. *Op. cit.*, pp. 386-388.

30. *Ibid.*, pp. 398-401.

particulièrement sensibilisés aux problèmes de la défense et de « sécurité nationale » des États-Unis. En outre, ils adoptent actuellement pour des raisons économiques – crainte du chômage<sup>31</sup> – une attitude particulièrement nationaliste et protectionniste.

Cette attitude s'explique en grande partie par la politique adoptée par les *firmes multinationales*<sup>32</sup> qui s'installent à l'étranger et paient à leurs employés un salaire souvent bien inférieur à celui qu'elles seraient obligées de verser aux travailleurs américains. D'autre part, les syndicats s'inquiètent du déficit de la balance commerciale des États-Unis, qui remonte à 1971 et s'élevait déjà en 1972 à plus de 6 milliards de dollars. Ils sont désormais hostiles au libre-échange, souhaitent que leur gouvernement restreigne les importations et les investissements américains à l'étranger et contrôle étroitement les mouvements de capitaux et les activités des sociétés multinationales, lesquelles se défendent en rappelant que leurs filiales à l'étranger fournissent un bon tiers des exportations américaines à l'étranger.

Quelle influence ces sociétés et les *milieux d'affaires* américains exercent-ils sur la politique extérieure des États-Unis ? La réponse varie selon les pays considérés et le profit que les firmes américaines espèrent tirer de leur activité à l'étranger. Reprenons le cas de *Cuba* : en 1959–1960, l'hostilité, notamment de la *United Fruit*, à la mise en œuvre de la réforme agraire contribue à la tension des rapports américano-cubains. À l'inverse, certains milieux d'affaires américains souhaitent participer à l'industrialisation de la grande île des Caraïbes : les investissements américains à Cuba en 1959 sont en hausse par rapport à 1958. Et au témoignage de M. Philip Bonsal, alors ambassadeur des États-Unis à La Havane, si la *Texaco* et la *Standard Oil of New Jersey* (Exxon) refusent de raffiner le pétrole soviétique livré à Cuba, c'est à la demande de l'Administration Eisenhower. Le gouvernement américain espère que ses pressions économiques suffiront à ramener La Havane à une vision plus « réaliste » de sa situation. En 1973–74, les sociétés américaines souhaitent reprendre place sur le marché cubain où le Canada et l'Europe les ont provisoirement remplacées. Les filiales argentines des grandes compagnies américaines telles Ford se voient accorder l'autorisation d'exporter à Cuba ; cette mesure prélude sans aucun doute à une reprise des relations commerciales et diplomatiques entre les États-Unis et Cuba interrompues depuis 1961–62. Le fait que les pressions économiques exercées sur Cuba aient été, selon un rapport récent émanant de la Commission des Affaires étrangères du Sénat<sup>33</sup>, finalement inefficaces – en raison de l'aide soviétique ? – a pu également jouer...

---

31. L'A.F.L.-C.I.O. estime qu'entre 1966 et 1971, « 900 000 possibilités d'emploi » ont été perdues aux États-Unis par suite de l'accroissement des importations américaines. Cf. *Foreign Policy*, n° 12, automne 1973, p. 115.

32. Les huit premières d'entre elles sont, rappelons-le, américaines.

33. Rapport rédigé par M. Pat Holt, directeur du *staff* de la Commission, à la suite d'un séjour qu'il vient d'effectuer à Cuba.

Dans le cas du Guatemala (1954), par contre, comme dans le cas du Chili (1971-1973), autant qu'on puisse le savoir, l'hostilité des grandes firmes américaines aux mesures de réforme agraire et à la présence au pouvoir dans ces pays de gouvernements de gauche soutenus par les communistes a joué un rôle important dans la chute du gouvernement Arbenz comme dans celle, dix-neuf ans plus tard, du gouvernement Allende. En 1954, la *United Fruit* participe directement à l'invasion menée à partir du Honduras par le colonel Armas et se voit récompensée par la restitution des terres dont elle avait été expropriée par le gouvernement Arbenz. Au Chili (1970-1973), l'*International Telegraph and Telephone Company* s'efforce d'empêcher l'élection du gouvernement Allende, efforts dont témoignent les révélations du *columnist* américain Jack Anderson dans le *Washington Post*. Mais le gouvernement américain intervient également directement. Le Chili se verra en tout cas refuser les crédits internationaux qui lui auraient permis de survivre malgré un taux d'inflation vertigineux. D'autre part, en avril 1974, le directeur de la C.I.A., William Colby, témoigne devant le Congrès que la C.I.A. s'est efforcée d'empêcher le président Allende de gouverner et qu'entre 1970 et 1973, 8 millions de dollars avaient été prévus à cet effet<sup>34</sup>. Le Pentagone aurait, selon certains témoignages, participé directement à l'organisation de l'attaque du palais présidentiel en septembre 1973, des pilotes américains prenant même une part directe au bombardement du palais, de la même manière qu'ils avaient été, selon le président Eisenhower lui-même, directement engagés dans les opérations menées en 1954 au Guatemala contre le régime de Jacobo Arbenz.

Est-ce à dire, comme se le demande Theodore H. Moran<sup>35</sup>, que l'expansion économique américaine à l'étranger représente pour le capitalisme américain une « nécessité institutionnelle » ? Il semble bien que non dans la mesure où les sociétés multinationales américaines pourraient tolérer une politique protectionniste de la part des États-Unis ou des mesures de restriction des importations américaines de la part de l'étranger. Pourtant, conclut Moran, il y a quelque chose d'inhérent au capitalisme américain, caractérisé par une « concurrence instable et imparfaite » qui suscite des fortes pressions en faveur des investissements à l'étranger : « aussi longtemps que les sociétés américaines feront preuve d'imagination et d'agressivité, leur souveraineté subira des pressions internes en vue de créer et de préserver un système international qui facilite leur expansion économique<sup>36</sup> ».

Le conflit israélo-arabe nous en fournit quelques exemples. Notons ainsi au passage, avec M. F. Toinet<sup>37</sup>, la collusion fréquente entre le département d'État

34. Affirmations niées bien entendu par le Département d'État. Cf. *International Herald Tribune*, 10 août 1974.

35. Theodore MORAN, « Foreign Expansion as an Institutional Necessity' for U.S. Corporate Capitalism, The Search for a Radical Model », *World Politics*, 1973, pp. 369-386.

36. Art. cit., p. 386.

37. Cf. Marie-France TOINET, « Les États-Unis, le Proche-Orient et la situation intérieure américaine », *Revue française de science politique*, août 1974, p. 777.

et les grandes compagnies pétrolières et le fait que le gouvernement américain « ne peut ni ne veut une confrontation avec les pétroliers ». L'industrie pétrolière aux États-Unis est en effet « importante, bien organisée et politiquement habile ». Ensuite, le soutien aux « majors » permet de minimiser, sinon d'écarter complètement, la prise du pouvoir par des régimes progressistes dans les pays arabes grands producteurs de pétrole. L'influence des industries d'armement dont les contrats avec Israël sont encore nettement plus importants que ceux passés avec les régimes arabes conservateurs jouerait-elle, plutôt en faveur d'Israël, encore que, pris entre des pressions contradictoires, le gouvernement américain soit quelque peu paralysé et ait tendance à se réfugier dans une politique de maintien du *statu quo* qui lui permet de préserver ses intérêts économiques en présentant comme impartiale sa politique dans cette région du monde.

Interviennent en effet d'autres facteurs internes que les intérêts économiques : l'influence politique considérable de la communauté juive américaine. « Certes l'électorat juif ne constitue au plus que 14% de l'électorat d'un État (New York), mais son plus fort taux de participation, son plus grand militantisme, sa générosité en matière financière renforcent la simple arithmétique<sup>38</sup>. » Il faut également tenir compte de l'existence aux États-Unis d'un profond courant de sympathie instinctive pour Israël<sup>39</sup>. L'existence de ce courant explique que l'opinion américaine ait, à une très forte majorité, rendu les « majors » et les pays arabes responsables de la guerre, de l'embargo et de la crise pétrolière.

On observe un peu le même phénomène dans la crise de Chypre. L'électorat grec américain va protester contre la politique de M. Kissinger – le coup organisé, semble-t-il, contre le régime Makarios par les colonels grecs, avec l'assentiment du Pentagone, puis la passivité des États-Unis devant l'intervention turque – politique aboutissant à un partage *de facto* de l'île que Washington paraissait préconiser depuis déjà un certain temps. Mais l'électorat américain grec est beaucoup moins influent et beaucoup plus prudent que l'électorat juif et le « lobby israélien » ; il s'efforce aujourd'hui de modérer les Grecs et, quels que puissent être leurs sentiments actuels, d'améliorer les relations entre la Grèce et les États-Unis.

Pour en revenir un moment sur la crise du Moyen-Orient et les incidences qu'a pu avoir l'affaire du Watergate sur le dénouement de la crise, quel rôle celle-ci a-t-elle joué dans le déroulement de la guerre du Kippour (ou du Ramadan) et dans les événements qui ont suivi ? La mise en alerte des forces nucléaires américaines (stade n° 3) représentait-elle un acte de *diversion* de la part du président Nixon, comme l'ont pensé sur le moment nombre d'Américains ? Ou bien au contraire n'était-elle qu'une vive réaction à des menaces que le gouvernement soviétique, profitant de la « crise d'autorité » aux États-Unis et de

38. Art cit.

39. Courant dont il ne faut pas toutefois exagérer l'importance, dans la mesure où près de 50% des Américains (par réaction contre la guerre du Viêt-nam ?) ne souhaitent pas voir leur pays intervenir au Moyen-Orient, même au cas où l'existence d'Israël serait menacée.

l'affaiblissement du prestige de M. Nixon, aurait pu adresser au gouvernement américain ? La question reste aujourd'hui encore impossible à trancher. Notons simplement que les deux interprétations ne s'excluent pas totalement et que dans l'un et l'autre cas, le premier surtout bien entendu, les facteurs internes de la politique extérieure américaine semblent avoir joué un rôle décisif.

## CONCLUSION

Rappelons brièvement en conclusion les principaux points de ce bref article. M. J.-B. Duroselle signalait au départ l'ignorance ou l'indifférence du citoyen américain en matière de politique étrangère, sauf lorsque celle-ci a des implications sociales visibles : ainsi, dans la guerre du Viêt-nam, le *draft* des jeunes et l'accroissement des impôts. Mentionnons aujourd'hui le déficit de la balance commerciale des États-Unis et les difficultés d'emploi, facteurs internes qui jouent aujourd'hui un rôle direct dans la politique extérieure des États-Unis. Watergate a également exercé une influence : ainsi dans la crise du Moyen-Orient, lorsque M. Nixon, au lendemain du renvoi de M. Archibald Cox et de la démission du ministre de la Justice, M. Elliott Richardson, cherche peut-être à détourner l'attention de ses concitoyens en exagérant la menace soviétique lors de la guerre du Kippour.

C'est d'abord le Président qui va décider de l'importance respective des facteurs internes et externes dans la politique américaine. Malgré le rôle important joué par la politique extérieure dans l'élection du président Eisenhower – Corée, communisme –, dans celle du président Kennedy – défense, *missila gap* –, dans celles des présidents Johnson et Nixon – guerre du Viêt-nam –, les facteurs internes ont également joué constamment dans l'élaboration et la conduite de la politique extérieure des États-Unis ; il suffit de mentionner l'existence du maccarthisme sous l'Administration Eisenhower, ou celle de l'opposition intérieure américaine à la guerre du Viêt-nam.

Le rôle de l'opinion américaine dans le conflit vietnamien apparaît en effet sous un aspect quelque peu paradoxal : mineur, mais capital. Cette opinion contribue à aider le Président dans les relations qu'il entretient avec sa propre bureaucratie afin que ses directives aient des chances d'être comprises et appliquées. À l'aider, ou à le contraindre, le cas échéant, à orienter sa politique dans un certain sens...

Mais revenons à la politique étrangère : en 1972, ce sont pour une bonne part les succès remportés par M. Nixon en ce domaine qui lui assurent une réélection triomphale. Dans les années soixante, l'importance des facteurs externes paraît s'accroître dans la mesure où l'expansion de la puissance américaine à l'étranger oblige le Président des États-Unis à s'intéresser davantage à la politique extérieure et lui donne tous pouvoirs pour ce faire. D'où une réaction en sens inverse dans les années soixante-dix : priorité de principe aux problèmes intérieurs, « internationalisme », mais nationalisme accru, pour ne pas employer le terme

fort ambigu de néo-isolationnisme. L'affaire du Watergate y est certainement pour beaucoup, de même que l'abus par les présidents Johnson et Nixon des concepts d' « engagement » et de « sécurité nationale ».

Les différents facteurs internes de la politique américaine paraissent ainsi jouer en faveur du Congrès : un certain rééquilibrage du pouvoir tend à se produire au profit du Législateur. Réveillé, le Congrès s'intéresse dès lors aux problèmes concrets de la politique extérieure des États-Unis. Mais ce phénomène pourrait bien n'être que transitoire dans la mesure où les relations avec l'Exécutif et le Législatif s'améliorent. Pourtant, l'opinion publique américaine s'est, elle aussi, réveillée dans une certaine mesure et c'est peut-être, en définitive, son réveil qui provoque celui du Congrès, avec toutes les conséquences que cette situation entraîne sur le plan de la politique extérieure.

Dans l'ensemble, et bien que l'attitude des partis et celle des « minorités » ou des contestataires – les « jeunes » surtout, dans le passé – y jouent un certain rôle, ce ne sont pas ceux qui exercent la plus grande influence sur la politique extérieure des États-Unis, mais bien, semble-t-il, les *syndicats*. C'est dans ce second domaine que les facteurs internes ont peut-être eu le plus d'importance. Cela a été vrai dans le passé en Europe, comme en Afrique et surtout en Amérique latine. Les syndicats américains restent aujourd'hui conservateurs, méfiants à l'égard de la détente et surtout, pour des raisons économiques – crainte du chômage qui atteint désormais le taux de 5,4% pour l'ensemble du territoire des États-Unis –, particulièrement nationalistes et protectionnistes. Le Congrès a en effet tendance actuellement devant une situation économique inflationniste à adopter une attitude nettement plus dure : préférence pour les solutions protectionnistes afin de protéger l'emploi et de rétablir l'équilibre de la balance commerciale des États-Unis, au détriment notamment de l'Europe : « au moment où le président Ford annonce à ses compatriotes une période d'austérité, il y a tout lieu de croire que les *lobbies* agricoles ou industriels exerceront une pression accrue sur l'administration de Washington pour que celle-ci s'emploie à entraver tout développement de la Communauté jugée dangereuse pour les intérêts américains <sup>40</sup> ».

Cette attitude du Congrès et des syndicats s'explique en partie par celle des firmes *multinationales* qui s'installent à l'étranger. Leur influence et celle des milieux d'affaires en général sur la politique extérieure des États-Unis sont évidemment considérables, mais difficiles à apprécier ; en Amérique latine, sphère d'influence des États-Unis, leur rôle paraît, dans l'ensemble, avoir été néfaste. Elles auront toujours tendance, même si aucune « nécessité institutionnelle » ne les y pousse, ce qui semble bien être le cas, à faire pression « sur leur gouvernement pour que celui-ci crée ou préserve un « système international » qui favo-

40. Ces *lobbies* sont déjà, semble-t-il, entrés en action, faisant intervenir directement leur gouvernement dans l'affaire du remplacement des avions de combat de quatre pays européens. Cf. *Le Monde*, 1, 2 et 3 septembre 1974.

rise leurs intérêts et facilite leur expansion économique<sup>41</sup> ». Le comportement des grandes compagnies pétrolières pendant la crise du Moyen-Orient illustre bien ce fait.

Mais la politique américaine dans cette crise est également influencée par d'autres facteurs internes : ainsi l'attitude de l'électorat juif américain – celle de l'électorat grec américain n'ayant par contre guère joué de rôle dans la crise de Chypre – ou l'affaire du Watergate qui a pu affaiblir l'autorité du président Nixon. Watergate, on l'a dit, a surtout contribué de manière peut-être décisive à un certain rééquilibrage des pouvoirs entre un Exécutif tout-puissant et un Congrès paresseux ou trop docile, reflétant vraisemblablement les réactions d'une opinion publique fascinée par le pouvoir et la personne du Président.

Cette tendance se poursuivra peut-être sous l'Administration Ford. De même, malgré les efforts récents de coopération entre pays industrialisés, celle du retour à la politique des intérêts nationaux de la part des principaux pays du monde. Venant du plus puissant d'entre eux, les États-Unis d'Amérique, cette politique peut être particulièrement lourde de conséquences. Au-delà, qui se risquerait à prédire ?

Concluons, en effet, avec Raymond Aron<sup>42</sup>, « qu'aucune formule issue de l'expérience historique, zones d'influence, *balance of power*, ne s'applique telle quelle au système dans lequel le président Nixon et le président Ford vont insérer la République américaine : la double fragmentation *horizontale* ou géographique (celle des domaines de relations, militaires, politiques, commerciales, idéologiques), la jungle des monstres froids et la formation d'un système économique transnational, le contraste entre la richesse des uns et la sécurité des autres, la mise en question par les riches du chemin qui les a menés à la richesse et à ses désillusions, cependant que les pauvres ne renoncent pas à suivre la même voie, toutes ces données créent un monde d'une complexité sans précédent ».

L'interaction entre facteurs internes (conjuncturels ?) et facteurs externes structurels contribue peut-être à la complexité de cet univers. Notons néanmoins au passage que l'importance des facteurs internes dans la conduite de la politique extérieure paraît être surtout valable pour les grands pays, tels les États-Unis, l'URSS ou la Chine, et à un degré moindre pour les puissances moyennes. Pour ces dernières, dans une certaine mesure, et pour les autres (encore qu'à court terme, des exceptions comme celle de Cuba viennent confirmer la règle), l'importance des facteurs externes structurels, les contraintes du système international semblent réduire l'influence des facteurs internes dans la formulation de la politique extérieure. Mais, au moins pour un temps, l'influence des États-Unis dans le monde demeure prépondérante ; le déclin de la « République impériale » n'est pas pour demain et les facteurs internes de sa politique extérieure resteront vraisemblablement du domaine de l'actualité la plus immédiate...

41. Theodore MORAN, art. cit., p. 386.

42. Raymond ARON, *République impériale, les États-Unis dans le monde, 1945-1972*, Paris, Calmann-Lévy, 1973, p. 327.